

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 07 juillet 2025

Trump annonce des tarifs douaniers de 50% sur les exportations du Brésil

Il justifie la mesure par des raisons politiques internes au Brésil et des pratiques commerciales du Brésil jugées injustes, alors que les États-Unis enregistrent un excédent avec le Brésil. Le gouvernement brésilien a réagi fermement et a évoqué l'application de la Loi de réciprocité économique.

Le sommet des BRICS a eu lieu à Rio dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes

Les discussions ont porté sur la réforme de la gouvernance financière mondiale, la dédollarisation, la transition verte et l'encadrement de l'IA. Néanmoins, peu de mesures concrètes ont été adoptées.

Le Plano Safra 2025-26 prévoit un financement à taux subventionnés de 516 Md BRL pour le secteur agricole

Ce programme du gouvernement fédéral vise à soutenir le secteur agricole principalement à travers des lignes de crédits dédiés et des taux d'intérêt préférentiels à hauteur de de 516,2 Md BRL (81 Md EUR), un niveau record.

PIX : explosion des fraudes et renforcement de la sécurité

Les fraudes liées au Pix, le système de paiement instantané développé par la Banque centrale du Brésil, ont connu une croissance exponentielle depuis son lancement. Face à cette menace, les autorités renforcent les mécanismes de sécurité, sans freiner l'essor d'un outil désormais utilisé par plus de 76% des brésiliens.

Graphique de la semaine : Encours de la dette publique brute et projections

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-2,0%	+13,5%	136 292
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-0,3%	-32,5%	145
Taux de change USD/BRL	+2,2%	-10,1%	5,56
Taux de change €/BRL	+1,9%	+1,5%	6,51

Note : Données du jeudi à 10h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

**LE CHIFFRE A
RETENIR :**
**800 Md
BRL**

(123 Md EUR) C'est le total des niches fiscales au Brésil en 2024, selon le ministère des Finances. Un projet de loi en cours au Congrès prévoit de durcir les règles d'octroi et propose une réduction linéaire de 10% de ces avantages.

Actualités macro-économiques & financières

Trump annonce des tarifs douaniers de 50% sur les exportations du Brésil

Le 9 juillet, le président des Etats-Unis Donald Trump a annoncé l'imposition, à compter du 1^{er} août, d'un tarif douanier unilatéral de 50% sur l'ensemble des importations en provenance du Brésil. Dans une lettre adressée au président Lula, Trump justifie cette décision par le procès intenté contre l'ex-président brésilien Jair Bolsonaro, qu'il qualifie d'atteinte à la liberté d'expression et aux institutions démocratiques américaines. Il y dénonce également une relation commerciale « injuste » en défaveur des États-Unis, bien que ceux-ci aient enregistré un excédent commercial de 284 M USD avec le Brésil en 2024, selon les données du ministère du Commerce brésilien. Trump a également menacé d'augmenter encore les tarifs douaniers si le Brésil décidait de riposter.

La réaction du gouvernement brésilien a été immédiate. Le président Lula a convoqué une réunion d'urgence avec ses ministres, dénonçant une mesure politique, arbitraire et contraire aux règles de l'OMC. Il a affirmé que toute action unilatérale serait traitée à la lumière de la **Loi de réciprocité économique**, adoptée en avril 2025 pour permettre au Brésil de répondre rapidement à ce type de provocation commerciale. Le ministre du Commerce et vice-président, Geraldo Alckmin, a qualifié la mesure d'« injuste », rappelant que le Brésil ne subventionne pas ses exportations et ne constitue pas une menace pour

l'économie américaine. Au Congrès, les parlementaires de la majorité ont dénoncé une **atteinte à la souveraineté nationale**, tandis que les élus bolsonaristes ont accusé le gouvernement Lula et le pouvoir judiciaire de provoquer cette crise. Les présidents des deux Chambres ne se sont, pour l'instant, pas prononcés.

Du côté des organisations commerciales brésiennes, le Front parlementaire de l'agro-industrie (*Frente Parlamentar da Agropecuária*) a exprimé sa vive préoccupation, appelant à une réponse ferme mais diplomatique pour protéger l'agro-industrie brésilienne. La Confédération nationale de l'industrie (CNI) et l'Association brésilienne des industries exportatrices de viande (Abiec) ont aussi dénoncé l'absence de justification économique, craignant des répercussions majeures sur la compétitivité brésilienne.

Du point de vue commercial, les relations entre les deux pays sont importantes, mais les États-Unis ne représentent que le troisième partenaire commercial du Brésil, avec des échanges totaux qui représentent 13,5% (81 Md USD) de son commerce extérieur total en 2024, derrière la Chine (26,3%) et l'Union européenne (15,9%), selon les données du ministère du Commerce brésilien.

Le solde commercial brésilien avec les États-Unis est régulièrement déficitaire, avec un déficit de 284 M USD en 2024, principalement tiré par les importations brésiennes de moteurs et machines électriques, de pétrole raffiné, d'aéronefs, de produits manufacturés et de gaz naturel. Du côté des exportations, le Brésil livre essentiellement des produits issus des industries manufacturière et extractive (pétrole brut et minéraux bitumineux), ainsi que des produits semi-finis et des aéronefs.

Le sommet des BRICS a eu lieu à Rio dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes

Le 17^{ème} sommet des BRICS s'est tenu à Rio de Janeiro les 6 et 7 juillet 2025, sous présidence brésilienne, dans un contexte marqué par des tensions géopolitiques et commerciales mondiales, ainsi que par des défis climatiques croissants. La rencontre a réuni pour la première fois les 11 membres du bloc élargi, à la suite de l'adhésion de six nouveaux pays entre 2024 et 2025 (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Égypte, Éthiopie, Iran, Indonésie). Cette nouvelle configuration représente désormais 39% du PIB mondial et 24% du commerce international. L'absence des présidents chinois et russe, Xi Jinping et Vladimir Poutine — ce dernier étant visé par un mandat d'arrêt international — a été remarquée ; ils étaient représentés respectivement par le Premier ministre Li Qiang et le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Les travaux ont débuté le 5 juillet avec la réunion des ministres des Finances et des présidents de banques centrales. Le Brésil, par la voix de Fernando Haddad et Gabriel Galípolo, a défendu, avec ses partenaires, une réforme des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) : redistribution des quotes-parts, critères de nomination plus représentatifs des pays émergents, etc. Les discussions ont aussi porté sur l'élargissement du Mécanisme de Réserve de Contingence (CRA), destiné à soutenir les membres confrontés à des crises de liquidité ou de change, et sur l'intégration des systèmes de paiement nationaux, en réponse aux risques de sanctions unilatérales. Une coopération renforcée en cybersécurité financière a également été évoquée.

Les chefs d'État ont repris ces thèmes les 6 et 7 juillet, appelant dans leur déclaration finale à une réforme de l'architecture financière internationale et réaffirmant leur attachement au multilatéralisme, tout en critiquant implicitement les politiques économiques unilatérales. L'usage accru des monnaies nationales dans les échanges a été promu, dans une logique implicite de dédollarisation. L'idée d'une monnaie commune, relancée par Lula, a toutefois peu progressé, les discussions restant prudentes. Donald Trump avait menacé en décembre dernier d'imposer une taxe de 100% à tout pays tentant de contourner le dollar.

Le Brésil a placé la question climatique au centre du sommet, en lien avec la préparation de la COP30 à Belém. Un texte spécifique a été adopté, appelant à mobiliser davantage de financements, y compris privés, pour atteindre l'objectif de 1 300 Md USD fixé lors de la COP29 à Bakou. Le Brésil a aussi promu à cette occasion le mécanisme *Tropical Forests Forever Facility (TFFF)*, visant à protéger les forêts tropicales par un financement international pérenne, et exhorté les pays développés à respecter leurs engagements climatiques et à soutenir la transition verte dans les pays du Sud global.

Les BRICS ont également publié une déclaration sur la gouvernance mondiale de l'intelligence artificielle, plaidant pour un usage éthique, une régulation des grandes plateformes et une rémunération équitable des créateurs de contenus. Lula a dénoncé les dérives potentielles d'une IA « aux mains des milliardaires ».

Malgré des déclarations ambitieuses, le sommet a débouché sur peu d'engagements concrets. L'élargissement du bloc, désormais composé de pays très hétérogènes, complique la définition d'une ligne

commune. Selon des chercheurs de la Fondation Getulio Vargas (FGV), cela explique notamment le flou de la déclaration finale.

En parallèle, le sommet a suscité de vives réactions de la part du président des Etats-Unis, Donald Trump. Sur son réseau *Truth Social*, il a menacé, dès le 6 juillet, de droits de douane supplémentaires de 10% contre tout pays « s’alignant sur les politiques anti-américaines des BRICS ». Le 8 juillet, il a réaffirmé son intention de taxer les membres du groupe, les accusant de vouloir affaiblir les États-Unis et leur monnaie. Il a également ravivé la perspective de droits de douane « réciproques » contre plus de 180 pays, suspendus depuis avril.

Le Brésil et la Chine ont également annoncé en marge du sommet une avancée importante dans leur coopération sur le projet de chemin de fer transcontinental reliant le port péruvien de Chancay à Ilhéus, dans l’État de Bahia. Les deux pays ont notamment nommé les entreprises, Infra S.A., côté brésilien, et China Railway Economic and Planning Research Institute, côté chinois afin de coordonner et réaliser les études nécessaires à la réalisation du projet.

Le Plano Safra 2025-26 prévoit un financement à taux subventionnés de 516 Md BRL pour le secteur agricole

Le nouveau programme *Plano Safra*, qui vise à soutenir le cycle de production agricole 2025/2026, a été annoncé la semaine dernière par le président Lula. Ce plan est le principal programme de soutien à la production agricole au Brésil. Lancé chaque année par le gouvernement fédéral et coordonné par le Ministère de l’Agriculture et de l’Élevage (MAPA), il repose notamment sur un ensemble de **lignes de crédit à taux d’intérêt subventionnés**, destinées à couvrir les coûts de production (*custeio*), ainsi que les investissements et la commercialisation dans les exploitations rurales.

L’objectif affiché du plan est double : garantir la sécurité alimentaire du pays et stimuler l’économie rurale, tout en favorisant la durabilité et l’innovation dans le secteur. Le plan est articulé en deux volets : l’agriculture entrepreneuriale (moyens et grands producteurs) et l’agriculture familiale, cette dernière bénéficiant de conditions de crédit plus avantageuses.

Pour la campagne 2025/2026, le gouvernement a annoncé une enveloppe totale de 516,2 Md BRL (80 Md EUR), en légère hausse par rapport à l’édition précédente (+1,5%). Sur ce total, 414,7 Md BRL seront consacrés au financement des coûts de production et de la commercialisation (+3,3% sur un an), tandis que 101,5 Md BRL seront alloués aux investissements (-5,4% sur un an).

L’agriculture familiale bénéficiera d’une enveloppe spécifique de 89 Md BRL (14 Md EUR), dont 78,2 Md BRL via le programme de crédit *Pronaf*. Ces volumes sont en hausse de 2,9% par

rapport à l'année précédente et de 47,5% par rapport à 2022.

Les taux d'intérêt des lignes de crédit ont été ajustés à la hausse dans un contexte de resserrement monétaire afin de refléter le niveau actuel du taux directeur (atteignant 15% en juin 2025).

Pour les moyens et grands producteurs, les taux d'intérêt varient entre 8,5% et 14% par an, contre 7% à 12% auparavant. Le programme *Pronamp*, destiné aux producteurs moyens¹, disposera de 69,1 Md BRL (+6% en un an) à un taux de 10%, contre 8% auparavant.

L'agriculture familiale continue de bénéficier de taux largement préférentiels via le *Pronaf*, allant de 0,5% à 8%, notamment un taux de 3% pour la production d'aliments de base, 2% pour la production biologique ou agroécologique, ou encore 0,5% pour les familles à faible revenu (jusqu'à 50 000 BRL par an) engagées dans l'agroécologie ou l'agriculture biologique. Pour ces dernières, un mécanisme de prime au bon remboursement permet en outre de réduire jusqu'à 40% le montant dû, en cas de paiement intégral et ponctuel. Le plan cible également des domaines prioritaires tels que l'irrigation durable, l'adaptation au changement climatique et la connectivité en zone rurale.

Le Plano Safra 2025/2026 met l'accent sur la durabilité et l'innovation. Les

¹ Le Plano Safra 2025/26 a élargi la limite de revenu pour l'éligibilité à *Pronamp*, qui est passée de 3 M BRL à 3,5 M BRL par an.

² *Moderagro* : programme de crédit rural destiné à soutenir la modernisation des exploitations agricoles, notamment par l'achat d'équipements, la construction de structures de production et la gestion des ressources naturelles.

³ *Inovagro* : ligne de crédit visant à encourager l'adoption de technologies innovantes dans l'agriculture, comme l'automatisation, la connectivité, les outils de gestion de précision ou encore les systèmes de production intégrés.

⁴ *Zoneamento Agrícola de Risco Climático*

⁵ *Embrapa (Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária)* : entreprise publique brésilienne de

programmes *Moderagro*² et *Inovagro*³ ont été fusionnés pour simplifier l'accès au crédit à l'investissement productif. Le plan intègre également des subventions pour les bonnes pratiques environnementales, telles que le reboisement, la couverture végétale, la prévention des incendies et la restauration d'aires protégées, notamment via le programme *RenovAgro Ambiental*.

Le respect des recommandations du Zonage des Risques Climatiques Agricoles (ZARC)⁴, élaboré par l'Embrapa⁵, devient une condition obligatoire pour accéder au crédit rural subventionné. Ce zonage identifie, pour chaque culture et commune, les périodes de semis les moins risquées selon les données climatiques historiques. Il vise à éviter le financement de semis en dehors de ces périodes, renforçant ainsi la sécurité et la durabilité de la production. L'exception s'applique uniquement en l'absence de zonage disponible. Le ZARC conditionne aussi l'accès à des outils d'assurance comme le *Proagro*⁶ ou le *Fundo de Aval*⁷.

La Banco do Brasil, principal opérateur du plan, s'est engagé à mobiliser 230 Md BRL (35 Md EUR), soit près de 45% de l'enveloppe totale. Cet effort important s'accompagne néanmoins de certaines inquiétudes du marché, notamment liées à l'exposition croissante de la banque au secteur

recherche agricole, rattachée au ministère de l'Agriculture.

⁶ *Proagro (Programa de Garantia da Atividade Agropecuária)* : programme public d'assurance destiné à protéger les petits producteurs contre les pertes liées aux aléas climatiques ou aux maladies affectant les cultures. Il couvre les dettes de *custeio* en cas de sinistre et dispense le producteur de remboursement dans les limites fixées par le contrat.

⁷ *Fundo de Aval (Fundo de Garantia de Operações de Crédito Educativo e Rural)* : mécanisme de garantie publique permettant de sécuriser les prêts contractés par des producteurs ruraux auprès des banques. Il intervient en cas de défaillance de paiement, notamment pour les emprunteurs qui ne disposent pas de garanties réelles suffisantes.

agricole et à l'augmentation des créances douteuses observée au premier trimestre 2025.

Si le plan a été salué pour son orientation sociale et écologique, il fait également l'objet de critiques. La Confédération nationale de l'agriculture (CNA) estime que les volumes annoncés restent insuffisants au regard de l'inflation et des besoins croissants du secteur, estimés à 600 Md BRL (92 Md EUR), d'autant plus dans un contexte de hausse des taux d'intérêt. Plusieurs associations d'agriculteurs pointent aussi un écart entre les annonces gouvernementales et le rythme effectif de déblocage des ressources. Selon elles, les frais réels se sont révélés plus élevés que prévu ces dernières années, et de nombreux producteurs — en particulier les plus petits — n'ont tout simplement pas accès au crédit.

PIX : explosion des fraudes et renforcement de la sécurité

Les fraudes au Pix, la plateforme de paiement instantané développée par la Banque centrale du Brésil (BCB), connaissent une progression très forte, tant en volume qu'en sophistication. Selon les données de la BCB, plus de 390 000 cas de fraude ont été signalés chaque mois en moyenne en 2024, contre seulement 30 000 en 2021, année de lancement de la plateforme. En janvier 2025, plus de 324 000 fraudes ont été officiellement enregistrées. Cette explosion s'explique à la fois par la popularité croissante du système, devenu le principal moyen de paiement au Brésil – devant les cartes bancaires et l'argent liquide –, et par l'adaptation rapide des pratiques criminelles.

Les méthodes employées par les fraudeurs se sont considérablement diversifiées. Des escroqueries reposant sur le phishing, les QR codes falsifiés⁸ ou encore l'usurpation de l'identité de services bancaires restent fréquentes. Mais de nouvelles formes plus sophistiquées ont émergé, comme les attaques dites de « *mão fantasma* », ou main fantôme, reposant sur des malwares installés à l'insu des utilisateurs et capables de détourner automatiquement des transactions au moment du paiement. Ces attaques sont souvent combinées à des techniques de simulation vocale ou visuelle, avec des cas documentés de *deepfakes* ou de clonage de voix, ayant conduit certaines victimes à transférer d'importantes sommes à des fraudeurs se faisant passer pour des proches.

Une affaire particulièrement marquante a eu lieu au début de ce mois de juillet, avec le détournement de plus de 540 M BRL (83 M EUR) en une seule nuit – la plus vaste attaque jamais

⁸ Le Pix repose en grande partie sur l'utilisation de QR codes pour initier les paiements.

enregistrée contre l'infrastructure de paiement instantané brésilienne. Le principal suspect, un employé d'une société intermédiaire nommée C&M Software, une société intermédiaire reliant des institutions financières à *Pix*, aurait orchestré cette attaque en utilisant des identifiants internes pour simuler des transferts entre établissements financiers via *Pix*. La Banque centrale a réagi immédiatement en suspendant certaines opérations de l'entreprise et en bloquant près de la moitié des montants détournés. L'enquête est toujours en cours, mais les premières conclusions indiquent que les failles exploitées relevaient de la manipulation humaine et non d'une faille technique du système lui-même, selon la BCB.

Face à l'ampleur croissante des pertes liées aux fraudes via *Pix* – estimées à 2,2 Md BRL (338 M EUR) en 2023 et projetées à plus de 12 Md BRL (1,8 Md EUR) d'ici 2028 selon une étude de la société de logiciels de paiement numérique ACI Worldwide –, la Banque centrale a renforcé son dispositif de sécurité. Depuis 2021, le Mécanisme Spécial de Restitution (MED⁹) permet aux victimes de fraude de demander le remboursement des montants détournés dans un délai de 80 jours. Plus récemment, la BCB a introduit une série de mesures complémentaires : limitation des montants transférables depuis de nouveaux appareils, systèmes d'alerte pour comportements anormaux, et blocage progressif des clés *Pix* associées à des documents fiscaux¹⁰ (CPF ou CNPJ) irréguliers. **Ces actions visent à contenir les fraudes tout en maintenant la rapidité et**

l'accessibilité qui font le succès du système, aujourd'hui utilisé par plus de 76% de la population brésilienne.

* * *

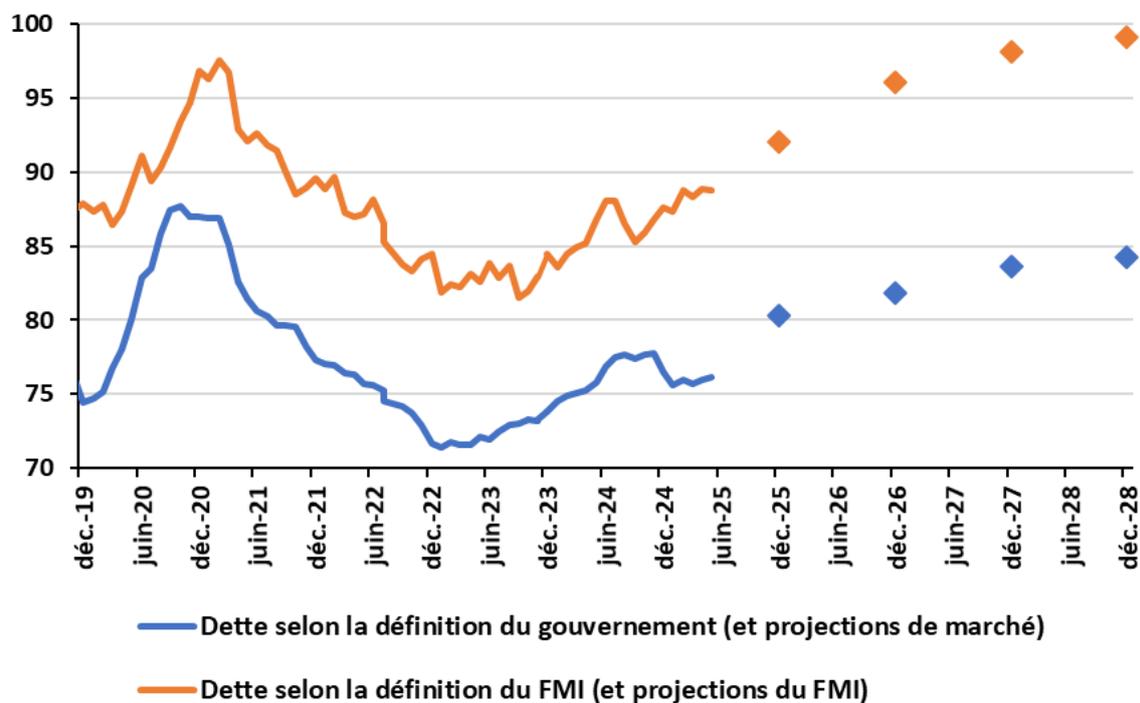
⁹ *Mecanismo Especial de Devolução*

¹⁰ L'ouverture d'une clé *Pix* repose sur l'association d'un identifiant unique – généralement un numéro fiscal

personnel (CPF) ou professionnel (CNPJ) – à un compte bancaire.

Graphique de la semaine

Encours de la dette publique brute et projections (en % du PIB)



Note : La dette brute selon la définition du FMI inclut la portion de la dette détenue par la Banque centrale du Brésil à des fins de politique monétaire, tandis que la définition du BCB ne la prend pas en compte.

Source : Banque Centrale du Brésil

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasília.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier) et Antoine Smeekaert (Stagiaire).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr